



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français

Superficie : 1 267 000 km²

Population : 26,2 millions d'habitants

Densité : 20,7 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 3,7 %

Part de la population urbaine : 16,9 %

Économie

Notation de la dette souveraine (Moody's, 2022) : B3

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2022 : 189^e/191

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2022) : 3,4

Taux de change effectif réel (moyenne 2018-2022, base 100 en 2010) : 94,9 (95,8 pour l'UEMOA)

Classification Banque mondiale : pays à faible revenu

Risque de surendettement : modéré

PIB par habitant (2022) : 533 dollars

Taux de croissance (2022) : 11,9 %

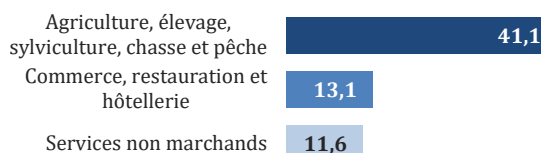
Inflation (2022) : 4,2 %

PIB (2022) : 9 570 milliards XOF /

15,3 milliards de dollars US

Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2018-2022)



Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2018-2022)



Développement humain et infrastructures



62,1 ans

Espérance de vie



45,4 %

Population sous le seuil de pauvreté



46,9 %

Accès à l'eau potable



11,5 %

Mortalité infantile



37,3

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



18,6 %

Accès à l'électricité



16,1 %

Prévalence de la malnutrition dans la population totale



37,3 %

Alphabétisation des adultes



56,4

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



11/191

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



12 %

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



62,5 %

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2023 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.

Faits saillants

- **La croissance économique a atteint un niveau particulièrement élevé en 2022, à 11,9 %, contre 1,4 % un an plus tôt, grâce à une forte reprise de la production agricole après une campagne désastreuse en 2021.** Si l'inflation a été ainsi contenue à 4,2°% en moyenne annuelle, contre 7,4°% en moyenne dans l'UEMOA, les déficits budgétaire et courant, quoique stables en 2022, demeurent à un niveau élevé, à respectivement 13,1°% et 6,8°% du PIB.
- **Avec la mise en exploitation du champ d'Agadem et la finalisation du pipeline pétrolier avec le Bénin, les perspectives économiques de moyen terme apparaissent favorables,** avec une croissance anticipée de 7,8 % en 2023 et de 10,5 % en 2024. Combinée avec une politique de consolidation budgétaire prudente, cette forte croissance anticipée de l'activité et des exportations déboucherait sur une résorption graduelle des déficits, avec un retour du déficit budgétaire à 3 % d'ici 2025. Ces efforts sont soutenus par les partenaires du développement du pays et le Fonds monétaire international (FMI), par le biais d'une facilité élargie de crédit, étendue début juillet 2023, et d'une facilité de résilience et de durabilité, qui vise à faciliter le financement de la lutte contre le changement climatique.
- **La réalisation de ces perspectives est toutefois suspendue à d'importants aléas politiques et sécuritaires.** À la suite du coup d'État du 26 juillet 2023, la prise du pouvoir par une junte militaire dirigée par le général Tiani au sein du Conseil national de sauvegarde de la patrie (CNSP) s'accompagne d'incertitudes croissantes, dans un contexte de forte insécurité régionale marquée par la prégnance de mouvements djihadistes, et de la multiplication de coups d'État dans la région (Mali, Burkina Faso, Guinée). Le FMI et la Banque mondiale ont par ailleurs interrompu leurs programmes avec le Niger depuis le coup d'État.
- **Les perspectives de développement du secteur extractif (pétrole, uranium, or) apparaissent cruciales dans ce contexte.** Ce secteur constitue le fondement d'une croissance rapide (accélération à plus de 10 % en 2024), d'un rétablissement programmé des équilibres budgétaires et externes, et de la diminution des vulnérabilités du pays, mais soulève des questions d'ordre sécuritaire et de partage de la rente.
- **L'impact du changement climatique exacerbe les vulnérabilités socio-économiques du pays.** Le faible niveau des indicateurs de développement humain, associé à une insécurité alimentaire chronique, implique la mobilisation d'importants financements afin de renforcer le filet de sécurité sociale et l'accès aux services de base (santé, éducation), et de favoriser l'émergence d'un secteur agricole et d'infrastructures résilients au réchauffement climatique et à des désastres naturels plus fréquents et de plus grande ampleur.

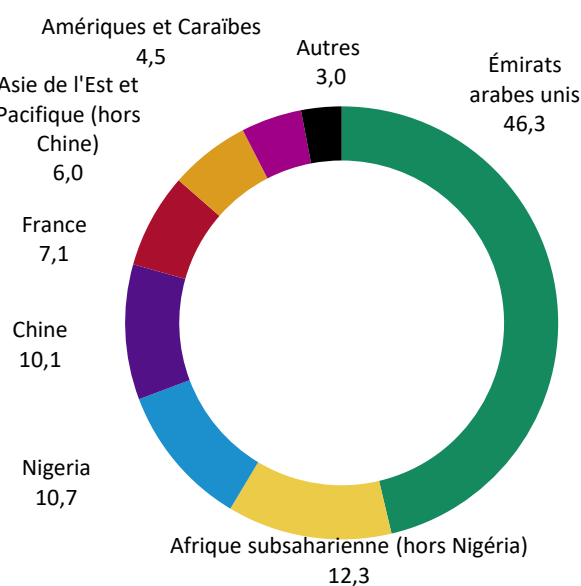
CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

Au-delà de la forte contrainte que constitue la situation sécuritaire régionale, l'économie du Niger reste très dépendante de facteurs exogènes (cours des matières premières, conditions climatiques, conséquences de la guerre russe en Ukraine, etc.), en raison de l'étroitesse de sa structure productive, comme la plupart des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Le secteur agricole, peu moderne, représente 42 % du PIB sur la période 2018-2022 et concentre 73°% des emplois. Régulièrement confronté à des épisodes d'inondation et de sécheresse, il ne parvient pas à assurer la sécurité alimentaire du pays, dans un contexte de très forte croissance démographique (+3,7°% en 2022).

Destinations des exportations du Niger (2017-2021)

(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : BACI (CEPII) et calculs Banque de France.

Le secteur tertiaire représente 37% du PIB, notamment grâce au dynamisme des activités commerciales.

Le développement du secteur extractif se trouve au cœur des objectifs de développement économique du pays.

Il représente 5,0% du PIB en 2022, au sein d'un secteur secondaire relativement peu développé (21% du PIB en moyenne sur la période 2018-2022), et son importance relative a diminué depuis 2010 (-2,2 points de pourcentage, pp). Toute-

fois, sa part dans le PIB devrait s'accroître à moyen et long terme, grâce à la forte croissance du secteur pétrolier (pipeline Niger-Bénin, champ d'Agadem). La production d'uranium et d'or a fortement diminué depuis 2011 (respectivement -42% et -77%), mais le pays dispose d'un potentiel productif élevé avec le gisement d'uranium géant d'Imouraren (réserves estimées à 174 000 tonnes) et les gisements d'or du Liptako et du Tafassasset, sous-exploités à ce jour, mais en forte progression à la faveur de la hausse des cours de l'or et de l'uranium depuis 2020. Le développement du secteur extractif constitue un défi sécuritaire majeur lié à la protection des sites de production, ainsi qu'un enjeu de mobilisation et de redistribution par l'État des ressources générées.

Inclus dans le groupe des pays les moins avancés, le Niger présente d'importantes vulnérabilités socio-économiques et climatiques. La forte croissance démographique pèse sur le PIB par habitant, qui demeure inférieur à son niveau de 2013 (533 dollars US par habitant en 2022, contre 548 en 2013)¹. Les enjeux en matière de pauvreté (environ 45 % de la population sous le seuil de pauvreté en 2022), de santé (44 % des enfants de moins de 5 ans touchés par un retard de croissance) et d'éducation (durée moyenne de scolarisation de deux ans²) reflètent un développement humain parmi les plus faibles du monde. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), le Niger se classe au 189^e rang sur 191 pays en matière de développement humain (IDH). Le poids prépondérant du secteur informel (au moins 60 % du PIB

Principales productions du Niger

(productions en milliers de tonnes)

	2020	2021	2022
Mil et sorgho	5 641,2	3 353,9	5 540,7
Riz paddy	115,1	134,1	221,5
Arachide	600,0	518,8	558,7
Haricot et niébé	2 629,8	1 656,1	1 768,7
	2020	2021	2022
Production d'uranium (en tonnes)	2 991,1	2 280,6	2 020,0
Exportation d'uranium (en tonnes)	2 904,4	2 178,1	1 919,0
	2020	2021	2022
Pétrole (en milliers de barils)	6 273,0	6 402,0	6 747,0

Sources : BCEAO et administrations nationales.

selon le FMI) a, entre autres, pour conséquence une offre d'emploi réduite et faiblement qualifiée qui catalyse les tensions politiques et sociales.

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

La croissance du Niger a atteint un niveau très élevé en 2022 (+ 11,9 %), après une année 2021 atone (+ 1,4 %). Ce rebond de la croissance provient d'une forte reprise du secteur primaire (contribution à la croissance de +9,8 pp), avec de bonnes récoltes de mil et de sorgho (+65%), grâce à une pluviométrie favorable. En 2021, le secteur primaire avait fortement pesé sur la croissance, après une contribution négative de 1,7 pp à la croissance en 2021 en raison de nombreux désastres naturels (sécheresse, inondations locales), avec notamment un recul de plus de 38 % des récoltes céréalières. La contribution du secteur secondaire s'effrite tandis que le secteur tertiaire se maintient (respectivement -0,2 et +2,3 pp, après +0,7 et +2,4 pp).

Les perspectives pour 2023 et à moyen terme s'avèrent favorables. La finalisation du pipeline entre le Niger et le Bénin et la mise en exploitation du champ de pétrole d'Agadem à la fin 2023 devraient permettre d'augmenter progressivement la production et les exportations de pétrole brut, avec un effet positif sur la croissance (+ 7,8 % en 2023 et + 10,5 % en 2024).

Plusieurs risques baissiers pèsent cependant sur ces perspectives économiques. En premier lieu figurent les

¹ Banque mondiale, « PIB par habitant (\$ US courants) - Niger », <https://donnees.banquemondiale.org> ».

² Agence française de développement (2020), Atlas de l'Afrique AFD, août.

incertitudes politiques et sécuritaires, depuis le coup d'État de juillet 2023, qui s'inscrit dans un contexte de détérioration plus générale de la situation au Sahel, notamment au Burkina Faso et au Mali. Le changement climatique constitue également un facteur de risque important pour la production agricole, alors que la multiplication des crises a accru les risques d'insécurité alimentaire sévère. Le Programme alimentaire mondial (PAM) estime que 2,9 millions de Nigériens (11 % de la population) se trouveront en situation d'insécurité alimentaire aiguë pendant la saison de soudure³. Le non-renouvellement de l'accord céréalier en mer Noire en juillet 2023 pourrait encore aggraver cette situation.

L'inflation a augmenté en 2022 (+ 4,2 % en moyenne annuelle), mais reste en deçà de la moyenne des pays de l'UEMOA (+ 7,4 %). Ces tensions inflationnistes ont été alimentées par la hausse des prix énergétiques et alimentaires et les faibles stocks alimentaires à la suite de la campagne agricole 2021-2022, la guerre russe en Ukraine ayant perturbé également les circuits d'approvisionnement. La forte reprise de la production agricole en 2022, ainsi que les mesures des autorités (par exemple la baisse des droits de douane sur les importations de biens alimentaires) ont permis de limiter les tensions inflationnistes. La progression des prix à la consommation devrait diminuer en 2023 (+ 2,3 %) avec le repli des prix énergétiques, sous réserve d'une production agricole satisfaisante.

Le déficit du compte courant s'est légèrement résorbé en 2022, mais reste très élevé (- 13,1% du PIB, contre - 14,1 % en 2021). En raison de la hausse des prix internationaux, la facture alimentaire et des produits pétroliers importés s'est fortement accrue, de respectivement + 35,1 % et + 41,9%. Les importations de biens d'équipement et intermédiaires liés aux grands projets d'investissement ont progressé de seulement 3,2 %, contre 14,3 % en 2021. Les exportations de pétrole brut ont fortement augmenté en valeur (+ 71,7%) tant en raison d'une hausse de la production que du renchérissement des cours internationaux, tandis que les exportations d'uranium se sont contractées (- 11,9%) avec le repli de la production. Selon le FMI, le déficit courant devrait se replier autour de 12% en 2023, puis 5,2% en 2024, grâce à la hausse progressive

Activité économique et inflation au Niger

(en %)

	2020	2021	2022	2023
Variation annuelle du PIB	3,6	1,4	11,9	7,8
Inflation (en moyenne annuelle)	2,9	3,8	4,2	2,3

Note : Prévisions pour 2023.

Source : BCEAO.

des exportations de pétrole brut et à de moindres importations de biens d'équipement.

Les flux nets d'investissements (investissements directs étrangers [IDE], investissements de portefeuille et autres investissements) se sont stabilisés en 2022, pour atteindre 823 milliards, soit un niveau supérieur à celui de 2020 (563 milliards). Les IDE au Niger sont concentrés sur le secteur de l'extraction des matières premières (uranium, pétrole).

Le déficit budgétaire s'est à nouveau détérioré en 2022 à 6,8 % du PIB, contre 6,1 % du PIB en 2021. Les dépenses courantes ont fortement augmenté en raison de la hausse de la masse salariale publique (+ 11,6%) et des autres dépenses courantes (+ 13,6%), pour l'essentiel des transferts et subventions du gouvernement destinés à modérer l'inflation. Les dépenses en capital ont également progressé (+ 15,8 %, contre + 12,1 % en 2021) du fait du développement de projets d'infrastructures ambitieux (pipeline Niger-Bénin, construction du barrage de Kandadji, etc.). Malgré le dynamisme des recettes budgétaires (+ 8,3%), les recettes totales se sont érodées (- 5,1%) à la suite du déclin important des dons (- 25,2%). Selon le FMI, le déficit budgétaire devrait se replier à 5,3% en 2023 et converger vers la norme budgétaire du Pacte de convergence de l'UEMOA de 3 % du PIB d'ici 2025.

Le FMI a approuvé en juillet 2023 la prolongation pour six mois du programme fondé sur la facilité élargie de crédit (FEC), ainsi qu'un nouveau programme au titre de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), pour un montant total respectif de 197,4 et 98,7 millions de droits de tirage spéciaux - DTS (275,8 et 131,5 millions de dollars US). L'extension du programme de FEC doit permettre au Niger de poursuivre les réformes

³ Période de l'année précédant les premières récoltes et durant laquelle les produits des récoltes précédentes viennent à manquer. Au Niger, elle court généralement de juin à septembre.

liées à la mobilisation des ressources fiscales et à la transparence des finances publiques, tandis que la FRD a vocation à accompagner le pays dans son adaptation au changement climatique. Le FMI a cependant interrompu les décaissements de ces programmes après le coup d'État du 26 juillet.

La dette publique s'est stabilisée à 50,8 % du PIB en 2022, interrompant la hausse observée depuis 2019 (44,4 % du PIB en 2020, contre 39,4 % en 2019). Elle reste inférieure au plafond communautaire de 70 % de l'UEMOA et le risque de surendettement du Niger demeure modéré selon le FMI (*Debt Sustainability Analysis*, décembre 2022). La dette externe représente 64,9% de la dette publique totale, dont plus de la moitié est composée de prêts à taux concessionnels auprès de créanciers multilatéraux. Si le service de la dette du Niger rapporté aux recettes fiscales est inférieur à la moyenne de l'UEMOA (17,2 %, contre 19,4 %), les incertitudes relatives à la situation politique pourraient dégrader les conditions d'emprunt sur le marché régional.

Malgré le resserrement de la politique monétaire de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), l'activité bancaire est demeurée dynamique en 2022, avec une hausse du bilan consolidé du système bancaire de 16,2 % en un an. Les crédits bancaires au secteur privé et les opérations sur titres – essentiellement publics – ont été soutenus (respectivement + 14,5% et + 16,6%), de même que les dépôts collectés (+ 12%). Le taux brut de créances en souffrance a fortement diminué (- 3 pp) pour atteindre 17,1 %, un niveau très supérieur à la moyenne de l'UEMOA (8,4 %), le taux de provisionnement demeurant toutefois faible (39,7 %). La rentabilité des indicateurs s'est améliorée, avec une hausse du taux de marge nette et du coefficient de rentabilité de respectivement 4,1 pp et 1,1 pp à 19,1 % et 10,1 %. La solvabilité des banques demeure satisfaisante avec un ratio de couverture des risques de 15,4 % à fin 2022 (en hausse de 1,0 pp par rapport à 2021), au-dessus de la moyenne de l'UEMOA de 13,3 %.

L'inclusion financière reste très faible. L'utilisation des services financiers par la population figure parmi les

plus faibles de l'UEMOA en raison d'un taux de bancarisation insuffisant (13 %, contre 42,4% régionalement en 2021⁴), et d'une pénétration encore timide des services financiers de téléphonie mobile et de monnaie électronique, reflétant à la fois des déficits en infrastructures et un niveau de pauvreté élevé. La microfinance a été fortement touchée par la crise, avec une baisse de l'encours des crédits des systèmes financiers décentralisés (SFD) à hauteur de 53% à fin 2022, dans un contexte de restructuration du secteur. Une reprise est attendue à partir de 2023.

ENJEUX ET DÉFIS

Comme d'autres pays du Sahel, le Niger est confronté à une forte instabilité politique. Le processus électoral a porté au pouvoir Mahamadou Issoufou en 2011 puis Mohamed Bazoum en 2021, mais la transition démocratique demeurerait fragile. Le 26 juillet 2023, le gouvernement a été renversé par un coup d'État, et une junte militaire dirigée par le général Tiani exerce actuellement le pouvoir. Les intentions et l'orientation des politiques économiques des autorités actuelles sont à ce stade encore incertaines. Comme lors des coups d'État intervenus au Mali et au Burkina Faso, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a mis en place des sanctions économiques et financières visant à favoriser le retour à un régime démocratique. Elle étudie également la possibilité de recourir à une solution militaire pour restaurer les autorités démocratiquement élues. Cette perspective semble cependant s'éloigner eu égard aux difficultés opérationnelles que rencontrerait une éventuelle intervention, dans un contexte où le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a rejeté, lors de sa réunion du 14 août, toute opération militaire, tandis que les trois régimes putschistes ont renforcé leur coopération militaire en signant un accord de défense commune le 16 septembre.

Dans ce contexte sociopolitique complexe, l'enjeu prioritaire porte sur la préservation de l'intégrité et de la stabilité du pays. L'instabilité sécuritaire touche à la fois l'est, le sud et l'ouest du pays (Sahel, région du lac Tchad, frontières avec la Libye, le Mali et le Nigéria)

⁴ BCEAO (2022), Rapport sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA au cours de l'année 2021, juillet.

sous la forme d'attaques terroristes de diverses mouvances (Boko Haram, État islamique au Grand Sahara notamment). La situation sécuritaire s'est détériorée en 2022 avec un doublement du nombre d'incidents conflictuels par rapport à 2021 et la hausse du nombre de réfugiés, de demandeurs d'asile et de déplacés internes (304 000 et 361 000 respectivement en avril 2023, d'après le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés). Les dépenses de défense nationale et de sécurité intérieure ont été renforcées pour préserver la stabilité et l'intégrité territoriale (25 % en 2018, contre 15 % du budget de l'État en 2008)⁵, conjuguées à un volet de coopération militaire qui s'est étoffé après le retrait des forces militaires françaises du Mali et du Burkina Faso.

Le très faible niveau des indicateurs de développement et les troubles sociaux rendent urgents le renforcement des filets de sécurité sociale et la dynamisation du secteur privé. L'amélioration des secteurs de la santé publique et de l'éducation passe avant tout par des mesures visant à maîtriser la croissance démographique, notamment en élargissant l'accès à l'éducation et en allongeant la durée de scolarisation des femmes ou encore en développant des mécanismes collectifs de prévention des risques. L'allègement des contraintes au développement du secteur privé et à la diversification économique doit également être accéléré afin de soutenir la création d'emplois, formaliser l'économie informelle et *in fine* résorber la pauvreté et l'exclusion.

Le Niger est très exposé et vulnérable aux effets du changement climatique. Celui-ci exerce une pression sur les ressources en eau et en terres arables, et freine ainsi le potentiel de production du secteur agricole. Le pays a subi une série de désastres naturels ces dernières années (inondations et sécheresses en 2020 et 2021), qui pèsent sur la production agricole et la productivité du travail et accentuent l'insécurité alimentaire déjà importante du pays, alors que la capacité institutionnelle à y faire face est une des plus faibles du monde. La Banque mondiale⁶ estime qu'à l'horizon 2050 le Niger pourrait perdre entre 2,2 % et 11,9 % de PIB selon le scénario de transition climatique retenu.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Le pays propose de relever le défi climatique à travers différentes stratégies nationales coordonnées. En liaison avec le Plan national d'adaptation (PNA) adopté en 2022 et le Plan national d'adaptation de l'agriculture face aux changements climatiques – SPN2A, le Plan de développement économique et social (PDES 2022-2026) intègre un objectif de développement des infrastructures agricoles résilientes au changement climatique, d'amélioration de la gestion de l'eau et, plus globalement, d'appui aux investissements nécessaires au développement d'un secteur. Il donne la priorité aux chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales et halieutiques à travers la création de parcs agro-industriels autour des grands bassins de production. Ces stratégies s'inscrivent dans le cadre de projets internationaux, à l'instar de l'Initiative de la Grande muraille verte, l'Initiative 3N⁷ et l'accord Compact de la Millennium Challenge Corporation (MCC).

La Banque mondiale a approuvé des financements destinés à développer le capital humain du Niger en juillet 2022 et juin 2023 (respectivement 191,5 et 230 millions de dollars US), centrés sur le développement du système éducatif. Ces financements additionnels aux programmes gouvernementaux déjà déployés aideront à répondre aux défis en matière d'éducation au cours des prochaines années, en se concentrant sur la construction de salles de classe en dur et la promotion de l'accès des filles à une éducation de qualité par la construction d'internats qui leur seront réservés. Néanmoins, la Banque mondiale a choisi de suspendre ses programmes avec le Niger à la suite du coup d'État, en maintenant toutefois ses opérations avec le secteur privé.

L'achèvement du projet d'oléoduc de 2 000 kilomètres qui relie le bassin pétrolier d'Agadem au port de Sèmè sur la côte béninoise devrait considérablement augmenter la production et les exportations de pétrole du Niger. La production devrait ainsi passer de 20 000 à près de 100 000 barils par jour une fois la construction achevée au quatrième trimestre 2023. Afin de renforcer la mobilisation des recettes pétrolières et

⁵ Diminué des dépenses relatives à la dette, aux financements extérieurs, aux budgets annexes et aux comptes et fonds spéciaux du Trésor. FERDI (2020), Étude sur les dépenses de sécurité et leurs effets d'éviction sur le financement des dépenses de développement dans les pays du G5 sahel, décembre.

⁶ Banque mondiale (2022), Région du G5 Sahel : rapport national sur le climat et le développement, septembre.

⁷ <http://www.initiative3n.ne/>

mieux contrôler le processus de production et de transport, le gouvernement a pris une participation de 15 % dans la société d'exploitation des oléoducs, WAPCo (West African Gas Pipeline Company), filiale de la China National Petroleum Corporation (CNPC), qui construit l'oléoduc.

Repoussée à 2025 en raison des restrictions liées à la Covid-19, la finalisation de la construction du barrage de Kandadji devrait aboutir à un doublement des capacités de production électrique du Niger. Ce projet permettrait d'améliorer le taux d'accès de la population à l'électricité (14,7 % en 2020, 1,3 % en milieu rural) et de pourvoir aux besoins énergétiques des entreprises, 70 % de la consommation électrique étant importée, notamment du Nigéria. Cette hausse permettrait d'augmenter les rendements agricoles en créant 45 000 hectares de surfaces irriguées, et assurer la préservation des écosystèmes fluviaux. Les projections de l'Agence du barrage de Kandadji (ABK) font état d'un accroissement de 400 000 tonnes par année des récoltes de riz, maïs et produits maraîchers supplémentaires à l'horizon 2030.

ANNEXES

Niger – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XOF) ; taux et variations en %)

	2019	2020	2021	2022
Ressources	9 554,2	9 950,0	10 505,7	12 225,3
PIB nominal	7 565,0	7 910,9	8 270,8	9 570,0
Importations de biens et services	1 989,2	2 039,2	2 235,0	2 655,4
Emplois	9 554,2	9 950,0	10 505,7	12 225,3
Consommation finale	6 425,4	6 675,1	7 015,8	7 819,8
Publique	1 182,3	1 306,3	1 407,9	1 621,9
Privée	5 243,1	5 368,8	5 607,9	6 197,9
Formation brute de capital fixe ^{a)}	2 316,4	2 504,6	2 663,4	3 438,1
Exportations de biens et services	812,4	770,4	826,5	967,4
Épargne intérieure brute	1 139,6	1 235,8	1 255,0	1 750,2
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 1 176,8	- 1 268,8	- 1 408,4	- 1 687,9
Taux d'investissement (en % du PIB)	30,6	31,7	32,2	35,9
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	5,9	3,6	1,4	11,9
Déflateur du PIB	0,4	0,9	3,1	3,4
Prix à la consommation, en moyenne	- 2,5	2,9	3,8	4,2

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Niger – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2019	2020	2021	2022
Recettes et dons	1 362,4	1 388,4	1 502,0	1 424,2
Recettes budgétaires	848,4	852,4	896,9	971,9
Recettes fiscales	783,6	760,1	831,2	905,1
Recettes non fiscales	64,8	92,3	51,1	53,6
Autres recettes non classées	0,0	0,0	14,6	13,2
Dons	514,0	536,0	605,1	452,3
Dépenses et prêts nets	1 631,8	1 810,5	2 006,5	2 075,5
Dépenses totales	1 631,8	1 769,4	1 966,5	2 002,1
Dépenses courantes	691,4	780,8	868,7	951,2
Traitements et salaires	282,3	297,6	317,7	346,1
Autres dépenses courantes	334,4	400,5	457,4	485,9
Intérêts	74,7	82,7	93,6	119,2
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>52,5</i>	<i>54,3</i>	<i>55,7</i>	<i>76,2</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>22,2</i>	<i>28,4</i>	<i>37,9</i>	<i>43,0</i>
Dépenses en capital	908,4	956,2	1 079,3	1 039,8
Sur ressources intérieures	392,6	398,5	450,9	456,2
Sur ressources extérieures	515,8	557,7	628,4	583,6
Dépenses des fonds spéciaux	32,0	32,4	18,5	11,1
Prêts nets	0,0	41,1	40,0	73,4
Solde global base engagements (hors dons)	- 783,4	- 958,1	- 1 109,6	- 1 103,6
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 269,4	- 422,1	- 504,5	- 651,3
Solde primaire de base ^{b)}	- 160,9	- 244,2	- 329,1	- 316,3
Ajustement base caisse	- 2,9	23,0	52,8	0,0
Solde global base caisse (hors dons) ^{c)}	- 786,3	- 935,1	- 1 056,8	- 1 103,6
Solde global base caisse (dons compris) ^{c)}	- 272,3	- 399,1	- 451,7	- 651,3
Financement	272,2	399,2	451,8	614,1
Financement intérieur net	3,3	13,2	287,4	275,9
Bancaire	- 148,5	90,9	- 30,5	156,4
Non bancaire	151,8	- 77,7	317,9	119,5
Financement extérieur net	268,9	386,0	164,4	338,2
Ajustement statistique	0,0	0,0	0,0	0,0
Dette publique	2 978,2	3 510,5	4 205,6	4 859,4
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	11,2	10,8	10,8	10,2
Dépenses courantes	10,4	9,6	10,0	9,5
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 3,6	- 5,3	- 6,1	- 6,8
Dette publique	39,4	44,4	50,8	50,8

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure) – (dépenses en capital sur ressources intérieures).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Niger – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2019	2020	2021	2022
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	- 921,3	- 1 045,1	- 1 164,0	- 1 251,6
1 - Biens et services	- 1 176,7	- 1 268,8	- 1 408,4	- 1 562,9
Balance des biens	- 703,2	- 777,5	- 893,3	- 1 011,3
Exportations de biens FOB	659,7	642,3	671,9	783,5
<i>dont : pétrole</i>	<i>128,4</i>	<i>105,4</i>	<i>130,8</i>	<i>224,6</i>
<i>uranium</i>	<i>128,5</i>	<i>145,5</i>	<i>105,0</i>	<i>93,4</i>
<i>oignons</i>	<i>93,0</i>	<i>91,7</i>	<i>100,3</i>	<i>106,5</i>
<i>élevage</i>	<i>69,8</i>	<i>62,9</i>	<i>75,2</i>	<i>80,8</i>
Importations de biens FOB	- 1 362,9	- 1 419,9	- 1 565,2	- 1 794,9
Importations de biens CAF	- 1 717,6	- 1 789,4	- 1 972,5	- 2 263,4
<i>dont : produits alimentaires</i>	<i>- 419,1</i>	<i>- 485,3</i>	<i>- 545,0</i>	<i>- 736,4</i>
<i>biens d'équipement</i>	<i>- 547,2</i>	<i>- 494,6</i>	<i>- 565,6</i>	<i>- 583,7</i>
<i>produits pétroliers</i>	<i>- 81,3</i>	<i>- 88,6</i>	<i>- 105,8</i>	<i>- 150,1</i>
Balance des services	- 473,6	- 491,2	- 515,1	- 551,6
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 354,7</i>	<i>- 369,5</i>	<i>- 407,3</i>	<i>- 468,5</i>
2 - Revenus primaires	- 113,0	- 119,7	- 131,3	- 148,1
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 44,1</i>	<i>- 28,4</i>	<i>- 37,9</i>	<i>- 43,0</i>
3 - Revenus secondaires	368,4	343,4	375,7	459,3
Administrations publiques	219,2	191,5	196,3	236,9
<i>dont aides budgétaires</i>	<i>193,1</i>	<i>163,8</i>	<i>159,0</i>	<i>73,8</i>
Autres secteurs	149,3	151,8	179,4	222,5
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	<i>124,5</i>	<i>133,7</i>	<i>143,4</i>	<i>150,2</i>
b - Compte de capital	370,5	406,0	489,3	427,0
c - Compte financier	- 873,2	- 563,6	- 822,4	- 823,2
Investissements directs	- 401,4	- 199,0	- 308,1	- 317,6
Investissements de portefeuille	- 155,7	- 9,8	- 382,4	- 18,3
Autres investissements	- 316,1	- 354,9	- 131,8	- 487,3
Financement exceptionnel (pour mémoire)	0,0	8,6	23,1	0,0
d - Erreurs et omissions nettes	- 4,5	- 4,5	- 7,5	0,0
e - Solde global (a + b - c + d)	317,9	- 80,0	140,2	- 1,4
Taux de couverture ^{a)}	40,8	37,8	37,0	38,2
Solde courant (en % du PIB)	- 12,2	- 13,2	- 14,1	- 13,1
Solde global (en % du PIB)	4,2	- 1,0	1,7	- 0,0

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « Transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « Autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménage, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.

Niger – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2019	2020	2021	2022
Court terme	547	250	558	704
Moyen terme	322	218	285	303
Long terme	45	43	49	59
Total	914	511	892	1 066

Source : BCEAO.

Niger – Principaux postes comptables du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

Actif	2020	2021	2022	Passif	2020	2021	2022
Opérations de trésorerie et interbancaires	266	284	345	Opérations de trésorerie et interbancaires	462	493	644
Opérations avec la clientèle	1 103	1 242	1 423	Opérations avec la clientèle	1 251	1 458	1 634
Opérations sur titres et diverses	521	620	723	Opérations sur titres et divers	63	62	69
Valeurs immobilisées	117	115	139	Provisions, fonds propres et assimilés	233	247	285
Total	2 010	2 260	2 631	Total	2 010	2 260	2 631

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Niger – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2020	2021	2022
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	68,0	70,2	76,3
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	7,0	9,0	10,1
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	12,4	15,2	19,1
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	14,3	20,1	17,1
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	6,6	13,7	11,0
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	57,8	36,6	39,7

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Niger – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2020	2021	2022
1. Produits bancaires	179	195	208
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	10	10	11
Produits sur opérations avec la clientèle	109	123	121
Produits sur opérations sur titres et diverses	27	31	39
Produits sur opérations de change	19	17	21
Produits sur opérations hors bilan	8	10	11
Produits sur prestations de services financiers	3	4	4
Autres produits d'exploitation bancaire	3	1	1
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	0	1	1
2. Charges bancaires	50	51	58
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	18	16	19
Charges sur opérations avec la clientèle	18	21	25
Charges sur opérations sur titres et diverses	0	0	1
Charges sur fonds propres et assimilés	0	0	0
Charges sur opération de change	6	6	7
Charges sur opérations hors bilan	0	0	0
Charges sur prestations de services financiers	1	2	2
Autres charges d'exploitation bancaire	6	6	4
3. Produit net bancaire (1 - 2)	129	144	150
4. Produits accessoires nets	2	2	2
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	131	145	152
6. Frais généraux	79	92	103
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	9	8	11
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	43	45	38
9. Dépréciation nette sur risques et pertes sur créances irrécouvrables	25	22	19
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	0	1	1
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	18	24	20
12. Résultat exceptionnel net	1	2	2
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	0
14. Impôts sur les bénéfices	3	4	- 7
15. Résultat (11 + 12 + 13 - 14)	16	22	29

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ». Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA..

Niger – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2020	2021	2022
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	15,6	14,5	15,4
Rapport de liquidité	101,0	96,6	102,5

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Niger – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2020	2021	2022
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base Tier 1 (FPB (T1))	94	94	100
Ratio de fonds propres (<i>Common Equity Tier 1</i>) ($\geq 7,5$ %)	100	94	100
Ratio de fonds propres de base (T1) ($\geq 8,5$ %)	100	94	100
Ratio de solvabilité global ($\geq 11,25$ %)	88	94	94
Norme de division des risques (≤ 35 %)	81	69	81
Ratio de levier (≥ 3 %)	100	94	94
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25 % du capital de l'entreprise)	75	88	94
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (≤ 15 % FPB (T1))	100	100	100
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60 % des fonds propres effectifs (FPE))	100	100	100
Limite sur les immobilisations hors exploitation (< 15 % FPB (T1))	94	88	94
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations (< 100 % FPB (T1))	100	94	100
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel (< 20 % FPE)	100	94	100
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables (≥ 50 %)	100	100	94
Coefficient de liquidité (≥ 50 %)	94	94	94

Note: Normes applicables en 2022. Le passage aux normes de Bâle II et Bâle III se traduit notamment par une augmentation de certains seuils en vigueur pendant la période de transition courant de 2019 jusqu'en 2023, suivant le calendrier révisé par la décision 019 06/26/2020/CE/UMOA.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.